La balance de commerce de la République de Venise : sources et méthodes

Alessandra Sambo

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/cdlm/6570>

DOI : 10.4000/cdlm.6570

ISSN : 1773-0201

Éditeur

Centre de la Méditerranée moderne et contemporaine

Édition imprimée

Date de publication : 15 juin 2012

Pagination : 381-410

ISBN : 978-2-914-561-58-7

ISSN : 0395-9317

Référence électronique

Alessandra Sambo, « La balance de commerce de la République de Venise : sources et méthodes », *Cahiers de la Méditerranée* [En ligne], 84 | 2012, mis en ligne le 19 décembre 2012, consulté le 10 décembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/cdlm/6570> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/cdlm.6570>

La balance de commerce de la République de Venise : sources et méthodes

Alessandra SAMBO¹

En 1936, un article de Giordano Campos sur le commerce de Venise à la fin du XVIII^e siècle² décrit et utilise une source jusque-là peu connue, voire inexploitée : les bilans commerciaux des différentes douanes de Venise. Sa contribution est structurée en deux parties : la première décrit de manière sommaire la source, la seconde analyse les produits jugés les plus importants pour chaque aire géographique et indique l'évolution globale du siècle. L'auteur utilise toutefois seulement un des deux types de documents de cette série, à savoir les *ristretti*, car ils fournissent des données sur les produits déjà transformées dans une unité de mesure commune (leur prix), et déjà agrégées par aires géographiques.

La source connaît un sort étrange : elle ne sera jamais utilisée de manière approfondie³, et personne n'a vérifié le traitement des données et les affirmations de Campos, reprises pourtant régulièrement, bien qu'elles présentent quelques

1. L'auteur tient à remercier sincèrement les collègues qui ont expertisé cet article de manière anonyme pour leurs conseils ainsi que l'équipe de rédaction des *Cahiers de la Méditerranée* qui en a assuré la traduction.
2. Giordano Campos, « Il commercio esterno veneziano della seconda metà del '700 secondo le statistiche ufficiali », *Archivio veneto*, s. V, n° 19 (1936), p. 145-183.
3. Andrea Caracausi a récemment présenté sur ce thème deux papiers au Workshop *European External Trade Statistics, 1700-1830* (Lille, 11-12 mars 2011) et au 3rd European Congress on World and Global History (Londres, 14-17 avril 2011) ; il a également publié en ligne une présentation, description et analyse de cette source, avec des exemples (voir Andrea Caracausi, « The Republic of Venice », section dans *id.*, Klemens Kaps et Giovanna Tonelli, « 18th Century Data Trade: A Comparative Analysis on Austria and Northern Italy » ; *id.*, « Foreign Trade Statistics in the Republic of Venice (18th century). Questionnaire » ; *id.*, « Sources », textes consultés en ligne en février 2012 <http://air.unimi.it/handle/2434/157726> et https://listes.cru.fr/sympa/info/18c_trade_data, section Documents partagés, respectivement dans ENIUGH session et Lille workshop). Nous ne les évoquerons pas davantage dans la suite de cet article car il ne s'agit pas, à proprement parler, de travaux originaux : l'auteur reprend en effet largement la description de la source fournie par Campos, avec des cotes archivistiques désormais inutilisables et ses erreurs, et en rajoute d'autres, aussi bien au niveau de la compréhension institutionnelle de la source (certaines de ces erreurs seront signalées par la suite) que dans la lecture matérielle de celle-ci : ainsi « Mestre » devient « Smyrne » ; « Naples » devient « Constantinople », « Côtes de France » devient « Cour de France », *dogane sud(det)te* (« susdites douanes », soit celle de la ville de Venise), deviennent *suddite* (soit « sujettes ») donc douanes de l'État de Venise, *id.*, « Sources... », art. cit., p. 1-3, *id.*, « The Republic... », art. cit., p. 7, *id.*, « Foreign... », art. cit., p. 2.

inexactitudes et des erreurs⁴. D'autres chercheurs ont exploité de manière plus ou moins systématique et scientifique le fonds pour acquérir des informations relatives à certains produits ou certaines productions, donc de manière limitée⁵.

En 1992, la *Commissione per la pubblicazione delle fonti finanziarie della Repubblica veneta* (Commission pour la publication des sources financières de la République vénitienne)⁶ décida de financer un projet portant sur les registres du mouvement douanier vénitien dans la seconde moitié du XVIII^e siècle⁷, projet présenté par Massimo Costantini et par moi-même⁸. Ce projet visait à saisir l'intégralité des données des balances commerciales et à les mettre à la disposition du public.

Dans la crainte que, comme c'est souvent le cas dans des projets ambitieux, le travail finisse par rester inachevé faute de fonds, l'équipe prit la décision de saisir, dans un premier temps, les registres à années alternées – sauf dans des cas particuliers où l'absence d'un registre, ou un changement dans sa structure, a obligé à des ajustements – tout en saisissant les données analytiques relatives à l'année précédente que ces registres rapportaient pour permettre la comparaison avec l'année en cours, se réservant de vérifier par la suite les originaux. Ce choix s'est révélé judicieux, car en 1998 la Commission, réunie pour statuer sur la poursuite du projet, décida à quelques voix de l'interrompre, car celui-ci n'avait pas un intérêt financier mais commercial, non conforme aux finalités propres à la Commission.

À cette date, l'équipe avait saisi 88 registres sur un total de 132⁹, bien que la vérification des erreurs et des données qui semblaient peu cohérentes n'ait pu être effectuée que partiellement. La première phase du travail ainsi achevée avait permis de collecter :

- 14 400 enregistrements par an contenant les quantités entrées et sorties par produit, exprimées dans des unités de mesures variables (un enregistrement par

4. Par exemple : le nombre indiqué de douanes existantes n'est pas toujours exact, le début de l'année est indiqué en juillet alors qu'il commence en juin ; inversions dans les extrêmes chronologiques et pour d'autres informations entre les deux séries archivistiques ; nombre de registres et de produits erroné ; informations historiques sur la formation des balances et sur les sources parfois imprécises ou erronées ; une fois constatée l'absence du volume consacré aux produits manufacturés pour la dernière période, l'auteur ajoute un total présumé de ces produits à la valeur des autres produits pour aboutir à un total, sans remarquer qu'un quart des produits manufacturés apparaît en réalité dans le nouveau tarif et est donc compris dans les nouveaux registres ; un contrôle partiel sur les données indique également quelques erreurs de transcription.

5. Voir par ex., sur le verre, Francesca Trivellato, *Fondamenta dei vetrai : lavoro, tecnologia e mercato a Venezia tra Sei e Settecento*, Rome, Donzelli editore, 2000.

6. La Commission, créée un siècle auparavant, avait produit au début du XX^e siècle des études et recueils de documents et commencé l'édition des bilans généraux des recettes et dépenses de l'État. L'activité avait été interrompue et n'avait repris qu'au début des années 1970, avec la publication des bilans de la période 1756-1783.

7. La transcription a été financée avec une partie des ressources affectées à la Commission par le ministère des Biens culturels et de l'Environnement, alors que la Fondation de la *Cassa di Risparmio* de Venise contribua à l'achat de l'équipement.

8. Massimo Costantini, membre de la Commission, dirigeait le projet avec la collaboration d'Alessandra Sambo, chargée aussi de la coordination et de la responsabilité scientifique et informatique de la recherche.

9. Le projet a vu la collaboration de Lucia Bulian, Natascia Carlotto, Michele Fassina, Marina Florian, Maria Caterina Minosso, Stefano Piasentini, Annamaria Pozzan.

unité de mesure/produit), ainsi que les totaux relatifs à l'année précédente, éventuellement à désagréger lorsqu'on procédera à la saisie des années ignorées ;

- à ces enregistrements sont reliées quelque 331 200 fiches des lieux d'origine ou de destination, par type de douane et par produit (entré ou sorti). La fiche indique la quantité importée ou exportée de/vers ledit lieu par an ;

- 15 600 entrées issues des *ristretti* contenant la valeur exprimée en *ducati* pour chaque produit. L'intégralité des données de cette sous-série a été saisie ;

- quelque 1 500 produits différents identifiés et fichés avec leur unité de mesure correspondante.

Tout ce matériel a été saisi, mais n'est hélas presque pas utilisé et utilisable. L'absence de financement et le décès prématuré de Massimo Costantini ont contribué à réduire l'intérêt des chercheurs pour cette base de données et ont par conséquent empêché la réalisation des étapes suivantes, notamment le transfert et la conversion de données dans un logiciel contemporain, la correction des données, la réalisation d'instruments de support et d'élaboration des données, etc. Il ne reste donc pour l'heure qu'un vieux logiciel qui fonctionne encore sur MS-DOS, dont l'accès devient chaque année plus difficile. Le potentiel d'exploitation de cette masse considérable des données est donc quasi nul.

La source

La documentation en question correspond à la partie principale de la série *Registri* du fonds *Cinque Savi alla mercanzia*¹⁰ conservé à l'Archivio di Stato de Venise. Il s'agit d'une série de 151 pièces, formée *a posteriori* pour regrouper les volumes de grand format présent dans le fonds, concernant presque entièrement les volumes des bilans commerciaux des douanes de Venise entre 1713 et 1800¹¹.

Il existait dans la République de Venise, comme partout en Europe, une pluralité de taxations frappant les activités et les produits du commerce, diversifiées suite à des évaluations et accords complexes avec des catégories spécifiques d'opérateurs. Toutes les marchandises qui transitent en mer Adriatique sont obligées – même si avec le temps des exemptions et des régimes privilégiés se sont superposés – à passer par l'escale vénitienne et à s'y soumettre aux droits de douane,

10. Les *Savi alla mercanzia* constituent une structure stratégique de l'administration centrale en matière économique. Ils avaient de très larges compétences ainsi que la juridiction sur le commerce et les activités productives de l'ensemble de l'État vénitien. Rôle stratégique, mais subordonné au Sénat qui est l'organe de gouvernement. Il est donc impropre de la définir comme une *local magistracy*, comme le fait Andrea Caracausi, « The Republic... », art. cit., p. 1, 7, *id.*, « Foreign... », art. cit., p. 1.

11. Les premières statistiques sérielles connues relatives à toutes les douanes de Venise ont été produites vers 1720. Elles fournissent les données à partir de 1684 pour le *Stallaggio*, de 1699 pour le *Fontico*, de 1700 pour l'*Entrata da terra* et *Uscita ordinaria*: Arch. di Stato di Venezia (désormais ASVe), *Cinque savi alla mercanzia* (désormais 5SM), b. 838, *Seconda serie*, b. 98, *Regg.*, reg. 151, partiellement publiées par Giordano Campos, « Il commercio esterno veneziano... », art. cit., p. 145-147 et Massimo Costantini, « Commercio e marina », dans *Storia di Venezia*, vol. VIII, *L'ultima fase della Serenissima*, Rome, Enciclopedia Italiana, 1998, p. 577-581.

bien que dans la seconde moitié du xvii^e siècle, afin de revitaliser le trafic commercial de la place, on tente d'instituer le port franc¹². La tentative est abandonnée après une vingtaine d'années seulement, et à partir des années 1680 on commence à définir le système douanier qui se maintiendra presque jusqu'à la fin de la République. Parallèlement à ce processus de rationalisation et de simplification du système on élabore aussi celui pour gérer les flux d'informations.

Le cœur de la série est constitué par 132 volumes couvrant les années 1770-1800, dépassant donc la fin de la Sérénissime (la dernière année étant partiellement renseignée pour ce qui concerne les sorties), dans lesquels pour chaque année sont enregistrées analytiquement, pour chaque produit, les quantités et la valeur.

Les informations sont agrégées selon deux perspectives différentes, afin de pouvoir rapidement les extraire et les retravailler. Pour la période considérée, on enregistre pour chaque typologie de produits indiqués dans les Tarifs de 1751 et de 1795¹³ les quantités (dans des unités de mesure variables) pour chaque lieu de destination ou de provenance¹⁴. Les données sont organisées sur une double page, par entrées et par sorties, à leur tour structurées en fonction du type de douane, qui peut à son tour se subdiviser en deux sous-ensembles, pour le marché intérieur et pour l'extérieur¹⁵. On calcule les sous-totaux et ensuite le total général. En fonction du type de douanes, les entrées sont ainsi structurées en *Stallaggio*, *Terra* et *Fontico*; les sorties, en *Ordinaria* (subdivisée à son tour en *Suddito* et *Estero*) et en *Fontico*.

Pour chaque produit, le registre offre quelques premières élaborations: la différence entre entrées et sorties permet de percevoir la partie invendue et/ou la consommation de la ville, mais pour permettre une comparaison immédiate sur l'évolution du commerce sur le temps court, on transcrit également sur la page la donnée analytique de l'année précédente, et le total relatif est comparé à celui de l'année en cours (figure 1).

12. Massimo Costantini, «La regolazione dei dazi marittimi e l'esperienza del "porto franco" a Venezia tra il 1662 e il 1684», dans Antonio di Vittorio (dir.), *La finanza pubblica in età di crisi*, Bari, Cacucci, 1993, p. 77-88.

13. Un Tarif publié périodiquement fournissait la nomenclature à jour des typologies des produits ainsi que le montant de la taxe des produits respectifs.

14. Les lieux sont indiqués de manière plus ou moins générale, comme par exemple dans les cas français, génériquement indiqué sous la dénomination «Côtes de France» (Marseille apparaît rarement), mais on peut également trouver des dénominations plus générales encore, comme «Ponant», voire des termes extravagants comme «Transit» ou «Contrebande».

15. Il existait à Venise une pluralité de douanes, mais à partir de la fin du xvii^e siècle, le système se limite à quatre douanes: le *Stallaggio* (dit *nuovo*, neuf, car il s'agit d'une nouvelle institution, créée au lendemain de la fin du port franc en 1683) et la *Terra*, respectivement pour l'entrée par voie de mer ou de terre, l'*Uscita ordinaria* (structurée à son tour, dans les bilans, et uniquement pour en permettre des extrapolations statistiques plus rapides, en *Stati esteri* – États étrangers – et *Stato suddito* – État sujet à Venise; elle est dite «ordinaire» pour la différencier des sorties indiquées pour les autres marchandises, qui ne passent pas par cette Douane et qui sont indiqués génériquement comme «Sortie»), et le *Fontico* qui regroupait les importations et les exportations des marchands «allemands» qui bénéficiaient d'un régime privilégié et de la gestion des marchandises dans leur propre *fondaco* à Rialto.

L'ensemble annuel des marchandises couvre plusieurs volumes : la plupart des registres concerne quelque 830 produits classés par ordre alphabétique qui transitent pas ces douanes, et jusqu'en 1793-1794, ceux-ci sont repartis en quatre tomes, dont un propre aux quelque 180 produits dits des « manufactures de la Ville »¹⁶ dont on n'indique que la sortie. Bien qu'exemptés du paiement de certains droits en raison du régime de privilège dont ils bénéficiaient, ceux-ci passaient quand même par les douanes qui en enregistraient donc de droit les quantités dans la même grille.

Après la création en 1785 d'un bureau spécifique pour la réforme des droits, les *Deputati alla regolazione delle tariffe mercantili di Venezia e della Terraferma* (députés au règlement des tarifs commerciaux de Venise et de la Terreferme), qui acquiert des compétences sur les manufactures privilégiées, une réorganisation tarifaire a lieu à l'occasion de l'unification douanière en 1794, suite à laquelle les produits sont agrégés selon un tableau de marchandises légèrement différent, et beaucoup de produits des manufactures ne sont plus enregistrés. En 1794-1795 on discute d'une simplification des tarifs et de la suppression des régimes privilégiés, que l'on prévoit de ne pas renouveler à leur échéance. Mais la République tombe avant la réalisation complète de ce programme¹⁷. Parmi les conséquences sur les bilans, l'adoption à partir de ce moment de l'année solaire plutôt que de l'année fiscale commençant le 1^{er} juin¹⁸, l'enregistrement, pour chaque produit, de son prix de référence exprimé en lires vénitiennes¹⁹, et l'intégration dans les totaux et dans les calculs des données en valeur (figure 2).

Pour les années 1795-1800, le nombre de produits descend à un peu moins de 750, avec des termes qui réunissent parfois sous la même entrée ce qui auparavant donnait lieu à plusieurs variantes, bien que le cas contraire d'une subdivision de ce

16. *Manifatture della Città* ou « privilégiées » pour en souligner le statut, même lorsque la production se déroule sur la Terreferme : Valter Panciera « L'economia : imprenditoria, corporazioni, lavoro », dans *Storia di Venezia, op. cit.*, vol. VIII, p. 479-553. Le statut privilégié est accordé en fonction de certains critères productifs et peut être révoqué, ou pas renouvelé à son échéance.

17. Les années 1790 apportent beaucoup de nouveautés dans le système de taxation du commerce, dans les droits de Terreferme aussi bien que pour les douanes vénitiennes, mais aussi pour les manufactures privilégiées. Les temps sont mûrs pour la mise en œuvre de réformes allant dans le sens d'une libéralisation. On réalise l'unification des tarifs dans l'État et, à Venise, on crée une douane pour les marchandises en transit, structurée en *ascendente* (entrée) et *discendente* (sortie). C'est donc à partir de ce moment seulement que l'on a cinq douanes à Venise. Le nombre des douanes a été une source de confusion constante dans la description de l'organisation douanière vénitienne, confusion accrue par l'utilisation par Bartolomeo Cecchetti d'une relation de 1797 (ASVe, *Municipalità provvisoria*, b. 167), dans une contribution reprise de manière maladroite par des auteurs postérieurs : Bartolomeo Cecchetti, « Del sistema tributario nello stato veneto sulla fine del secolo XVIII », *Atti del Reale Istituto veneto di scienze, lettere e arti*, n° 32 (1873-1874), p. 779-820.

18. Campos indique le 1^{er} juillet, « comme c'était le cas habituellement pour les exercices financiers » (Giordano Campos, « Il commercio esterno veneziano... », art. cit., p. 146). En réalité, l'anomalie par rapport à ceux-ci date de 1737, première année de production systématique des bilans de la part de la comptabilité du bureau des *Savi alla mercanzia* suite à l'ordre du Sénat ; comme la « nouvelle méthode » avait été adoptée le 10 mai, afin d'obtenir des données sur un mois complet, on avait fixé le terme *a quo* au 1^{er} jour du mois suivant, juin donc : ASVe, *Senato, Deliberazioni, Rettori* (désormais : SR), liasse 243, 8 juin 1737, joint au décret du 12 juin.

19. La *lira* vénitienne se subdivise en 20 sous (*soldi*).

qui était auparavant réuni existe aussi ; de plus, on introduit une quarantaine de produits qui ne se retrouvaient auparavant que dans la section des manufactures²⁰.

Il arrive aussi que l'unité de mesure change, ou que certains produits soient indiqués à *stima*, c'est-à-dire calculés sur leur valeur, par pièces (pour les produits textiles, mais la longueur de la pièce n'est pas uniformément standardisée), ou par unités. Il n'est pas aisé, même *a posteriori*, d'agréger les quantités par catégories de produits similaires ou de productions semblables, car il se peut qu'ils aient été enregistrés dans des unités de mesure différentes²¹.

Sont conservés 105 registres, dont 24 relatifs aux manufactures. Manquent neuf registres.

De 1773 à 1782 seulement, la documentation est accompagnée pour chaque année par un volume qui concerne 85 produits assujettis à d'autres droits de consommation : on a ainsi huit volumes supplémentaires (un manque), structurés selon une grille simplifiée, car on ne pouvait guère adopter la structure des quatre douanes, auxquelles ils étaient étrangers, mais uniquement classer les données en fonction de l'entrée/sortie et de la division marché intérieur/marché extérieur.

Dans les années 1730 déjà, afin de compléter la vision du commerce de la place de Venise, on essaie d'ajouter à la saisie du mouvement des quatre douanes vénitiennes un volume spécifique consacré aux produits en transit. Avec l'inclusion aussi de la nouvelle section extérieure aux douanes consacrée à la consommation, qui avait un poids non négligeable car elle comprenait des produits comme l'huile, le vin, le tabac, les grains et le chanvre, l'objectif déclaré par les *Savi alla Mercanzia* eux-mêmes dans le modèle qu'ils sont en train d'élaborer au cours des années 1760 devient plus ambitieux : il s'agit d'élargir l'horizon économique de l'analyse à un secteur économique extérieur, qui concerne l'État, afin que les relevés ne saisissent plus seulement le simple « bilan de la capitale », son activité commerciale (son « trafic »), mais qu'ils comprennent aussi la « consommation » de l'État et, partiellement, sa production, se rapprochant ainsi davantage à une représentation du « bilan de la nation »²². Ce projet à la vision globale montrera lui aussi ses limites, et on finit par choisir de séparer les compétences entre plusieurs juridictions qui auraient dû travailler en synergie à l'intérieur de commissions mixtes. La matière relative aux droits est ainsi ôtée aux *Savi alla mercanzia* pour être redirigée vers la nouvelle juridiction des *Deputati alla regolazione delle tariffe mercantili di Venezia e della Terraferma*²³.

Les bilans commerciaux connaissent ainsi quelques ajustements, mais la République de Venise s'éteint avant la formulation concrète d'un véritable bilan général du commerce, auquel on avait si souvent aspiré au cours du siècle.

20. Voir, par exemple, le graphique 5.

21. Les combinaisons les plus fréquentes sont : poids/longueur/valeur/nombre, capacité/poids/nombre.

22. ASVe, 5SM, reg. 192, cc. 4-6, 12 août 1767.

23. L'extrême fragmentation des droits et des douanes de la Terreferme, dont la perception était par ailleurs affirmée, additionnée aux résistances locales à toute ingérence de la part du pouvoir central, interprétée comme une perte d'autonomie, avait d'ailleurs représenté un obstacle aux flux de données statistiques vers la Dominante et rendu difficile le calcul d'un prix moyen de référence : les contemporains eux-mêmes doutaient de la fiabilité de données enregistrées dans les bilans.

À cette série principale et analytique s'en ajoute une autre, jusqu'en 1790, dans laquelle les données sont élaborées dans le but de comprendre immédiatement l'évolution des flux commerciaux, mais aussi et surtout pour maintenir à disposition du bureau un instrument flexible pour extraire rapidement les informations et répondre de manière rapide et exhaustive aux questions posées par les organes politiques au cours de leurs programmations économico-financières²⁴. Dans ces 19 volumes, appelés *ristretti*, la mesure de chaque produit est exprimée en valeur, calculée en *ducats* d'argent²⁵, dénominateur commun qui permet de traiter la masse de données de manière homogène. Le volume commercial de chaque produit est désagrégué, à l'entrée et à la sortie, par aire géographique et, là où cela s'avère possible, en précisant si la marchandise vient (va) de (vers) l'État ou de (vers) l'étranger. Les grandes aires de référence sont : le Golfe (de Venise, c'est-à-dire la mer Adriatique) sujet (*suddito*) et étranger (*estero*), le Levant (la Méditerranée orientale) sujet et étranger, la Terreferme sujette et étrangère (soit l'intérieur de la péninsule italienne non-vénitienne), le Ponant, divisé en haut (*alto*, soit l'Europe occidentale, de l'Espagne et le Portugal jusqu'à la Hollande et Hambourg) et bas (*basso*, soit les côtes italiennes de la mer Tyrrhénienne, îles comprises, et la Méditerranée occidentale et méridionale) et la *Germania*, une vaste aire qu'on pourrait définir austro-prussienne, avec peut-être quelques extensions dans le Caucase²⁶.

Les *ristretti* se présentent toujours avec la même structure, une double page (à gauche l'entrée, à droite la sortie, avec les totaux respectifs), avec un format synthétique en tableau, où les colonnes correspondent aux aires géographiques, et les produits se suivent ligne après ligne. À la fin de la page, on calcule le total, qu'on rapporte en tête à la page suivante, ce qui permet à la fin de calculer le total par aire et par entrée/sortie (figure 3).

Il est donc possible à partir de cette série, en la croisant avec la série principale et, après la suspension de celle-ci, en appliquant aux quantités la valeur désormais indiquée dans les volumes, d'en déduire le prix unitaire pour chaque produit et calculer, hormis pour le début des années 1790, la masse en valeur pour l'ensemble de la période couverte par les bilans.

L'exemple du café pourra nous aider à comprendre le premier niveau des informations fournies. À partir des sous-totaux des quantités (graphique 1) on reconstruit le mouvement commercial sur toute la durée de la période, mais les données agrégées des entrées et des sorties ne sont pas comparables car les catégories qui les composent ne sont pas homogènes (vers la terre/mer et vers l'intérieur/extérieur, avec les données du *Fontico* qui brouillent les frontières).

24. Qu'il s'agisse là de la véritable finalité des bilans, c'est confirmé par les *Savi* eux-mêmes en 1760 : ASVe, 5SM, reg. 188, cc. 95v-126v.

25. Le *ducato* se divise en 24 *grossi*.

26. Trieste et le littoral autrichien sont probablement toujours inclus dans Golfe étranger (du moins à en juger par l'exemple du fil du cuivre), et non pas dans *Germania*, comme l'affirme Andrea Caracausi « The Republic... », art. cit., p. 8, *id.*, « Foreign... », art. cit., p. 3.

GRAPHIQUES 1.a-b
Importations et exportations de café à Venise par type de douane
1769-1770 à 1800

N.B. : Les données à partir de 1795, lorsque la distinction entre cafés du Levant et du Ponant est introduite, comprennent ici les deux types de café.

Le tarif de 1795 introduisait une distinction entre le café du Levant et celui du Ponant (graphique 2), en leur attribuant des prix très différents (480 livres contre 380 livres 8 sous pour 100 livres *sottili*²⁷). S'il est impossible de déstructurer les données pour la période intérieure, on peut reconstruire le mouvement commercial de toute la période et remarquer au passage l'influence des guerres sur la courbe à la fin de la période considérée.

27. Une livre *sottile* vénitienne correspond à 301,2297 grammes ; une livre *grossa* à 476,9987 grammes : Angelo Martini, *Manuale di metrologia, ossia Misure, pesi e monete in uso attualmente e anticamente presso tutti i popoli*, Turin, Ermanno Loescher, 1883, p. 818.

GRAPHIQUES 2.a-b
Types de cafés importés et exportés
1795-1800

Le graphique 3, qui résume les données, montre clairement que la moitié des importations est destinée à la consommation de la seule ville de Venise et à la constitution de stocks. Si les sorties sont régulières, la courbe des entrées est plus accidentée, car elle est conditionnée par les variations du marché et affectée par les incertitudes qui pèsent sur les routes maritimes. Produit de niche et peu périssable, il peut donner lieu à une alternance de formation de stocks, et à des phases de contraction des achats. Puisqu'il ne donne lieu à aucun emploi par les manufactures, on peut considérer que sur la longue durée la partie non exportée est destinée à la consommation de la ville de Venise, avec 20 % des invendus destinés aux stocks²⁸.

28. Massimo Costantini, « Venezia capitale del caffè. Un profilo di storia economica tra Sei e Settecento », dans Angelo d'Orsi (dir.), *Il caffè, ossia brevi e vari discorsi in area padana*, Milan, Banca Antoniana, 1990, p. 43, tableau 5.

GRAPHIQUE 3
Importation, exportation et consommation de café à Venise ou café invendu
 1751-1800

N.B. : Les données à partir de 1795, lorsque la distinction entre cafés du Levant et du Ponant est introduite, comprennent ici les deux types de café.

Sources pour 1751-1759 : ASVe, 5SM, b. 350, n° 232, données publiées par Massimo Costantini, « Venezia capitale del caffè... », art. cit., p. 43, tableau 3. À partir de 1769, les données sont issues de la base de données.

À partir des *ristretti* on récupère immédiatement la valeur totale annuelle du produit (ce qui permet de calculer ensuite un prix unitaire, virtuel), mais on dégage aussi les flux marchands : si l'aire d'origine est sans surprise, la destination du produit à la sortie, presque entièrement expédié vers le seul marché intérieur, est plus problématique (graphique 4, tableaux 3 et 4).

À la fin des registres des *ristretti* on retrouve également une liste de produits, regroupés en deux sections séparées en fonction de leur solde positif ou négatif. Dans cette double section, par conséquent, chaque produit est indiqué avec la différence en valeur entre entrée et sortie, calculée à cette occasion, mais aussi en quantité, en la déduisant des registres analytiques. Comme dans le cas précédent, on calcule les sommes partielles en valeur, en sorte d'obtenir à la fin deux totaux, celui du solde positif (*maggior uscita*, ou « sortie supérieure ») et celui du solde négatif (*rimanenza*, ou « reste », qui comprend la partie invendue, la consommation vénitienne et les produits destinés aux manufactures).

Les totaux, généraux et partiels, de ces sections servaient ensuite pour les calculs dans les pages finales, réservées à la « valeur du commerce » (la première partie du volume est appelée *ristretto* du « capital du commerce »). Dans celles-ci, on rapportait les totaux en entrée et en sortie par grande aire et pour chacune d'entre elles on calculait l'actif et le passif. Les données sont ici agrégées sur la base du rapport avec l'État de Venise (sujets/étrangers), ce qui permet de quantifier la consommation intérieure et le commerce avec l'étranger. On calcule ensuite, par

une série de soustractions, ce qui n'est pas sorti de l'État et on l'additionne à ce qui restait de l'année précédente, pour aboutir au reste réel de l'année (figure 4). On produit enfin la « preuve du bilan » et ici, dans le calcul du profit commercial, les sorties des produits qui passent par les quatre douanes sont augmentées de 10 %.

GRAPHIQUES 4.a-b
Valeur du café. Grandes aires d'origine et de destination
 1772-1773 à 1789-1790

Au total, le corpus de registres sériels disponibles est constitué par 132 volumes sur les 142 d'origine, auxquels il convient d'en ajouter d'autres à partir au moins de 1736, pour des relevés effectués sur des groupes d'années choisis comme échantillons à cheval sur les réformes de tarifs, qui sont conservés dans des emplacements divers dans les archives des *Cinque Savi alla mercanzia*, dans ceux des *Inquisitori di Stato* et dans la série de la chancellerie *Materie miste notabili*.

Un nombre relativement important de divers bilans sommaires et statistiques sur une longue période, relatifs aussi aux entrées fiscales douanières ou à l'une des douanes en particulier, est conservé dans les archives de *Cinque Savi alla mercanzia* et du *Senato*. Ils sont de plus en plus nombreux au fur et mesure qu'on avance dans le temps.

Quelques considérations sur les données

L'utilisation de ces données suppose qu'au préalable on s'efforce de comprendre quelques-unes des interrogations que cette documentation soulève. On se limitera ici à quelques aspects majeurs.

Les marchandises hors bilan

Si toutes les marchandises ne sont pas assujetties aux douanes, une partie de celles-ci est néanmoins prise en compte par les registres des bilans. Les marchandises en transit simple bénéficient souvent, au XVIII^e siècle, d'une taxation favorable, voire de la restitution du droit payé à l'entrée. À plusieurs reprises, on conçut également de créer une Douane de Transit spécifique, à Rialto ou ailleurs, et dans d'autres occasions on évalua ce trafic de transit de manière indépendante et séparément, pour ce qui circulait par voie de mer (ou fluviale puis maritime), en distinguant *Sopravento* et *Sottovento*. Le statut de transit est très complexe et variable, car la notion était appliquée aussi par les douanes de l'État, et du point de vue comptable il dépendait souvent de l'importante douane de Terreferme de Vérone ou, à certaines époques, de celle de Chioggia pour la partie maritime²⁹.

Il est toutefois documenté que le Sénat ordonna à plusieurs reprises, du moins après le tarif de 1736, la rédaction annuelle d'un volume similaire aussi pour les produits en transit³⁰, même s'il ne reste pas trace de ce sixième tome (qui est rappelé par ailleurs uniquement dans les documents qui sont antérieurs à la série des bilans qui nous est parvenue), et que nous n'avons aucun témoignage que celui-ci ait été produit systématiquement.

Dans les bilans ici analysés, la mention « transit » apparaît pour certaines localités, ce qui peut laisser supposer qu'il ait été inclus dans les douanes de Venise. Les quantités et les flux semblent toutefois insuffisants et incomplets, bien que seule une extrapolation de ces données et leur analyse en relation aux flux commerciaux généraux (opération qui, dans les conditions actuelles de la conservation de la base de données, est impossible) et une comparaison avec des informations issues d'autres sources permettraient d'en avoir la certitude. La mention

29. Sur le *sottovento*, voir Massimo Costantini, « "Sottovento". I: Abruzzo e i traffici veneziani », dans *id.*, Costantino Felice (dir.), *Abruzzo. Economia e territorio in una prospettiva storica*, Vasto, Cannarsa, 1998, p. 9-76. Andrea Caracausi attribue erronément les marchandises en transit à une cinquième douane « dite Stallaggio », qui différerait de celle du *Nuovo Stallaggio*: Andrea Caracausi, « The Republic... », art. cit., p. 7, *id.*, « Foreign... », art. cit., p. 1.

30. ASVe, *Senato, Deliberazioni, Terra*, liasse 1907, février 1740 joint au décret du 27 février, ASVe, 5SM, reg. 178, cc. 45-49v.

est toutefois intéressante en soi et elle invite à des approfondissements ultérieurs, dans la mesure où elle semble désigner certaines places commerciales spécifiques.

Un problème analogue se pose pour la contrebande, un élément qui pèse lourd sur l'économie : passive du point de vue de la fiscalité, la contrebande joue un rôle significatif pour la production, le commerce et la consommation, comme le mettent parfaitement en lumière les analyses de l'époque³¹. Dans ce cas aussi, on trouve parfois la mention « contrebande », peut-être en relation aux marchandises découvertes, mais la masse ne peut, par définition, qu'échapper à ces enregistrements.

Les flux commerciaux

Comme il arrive souvent, et pas seulement à Venise, l'officier se limite à enregistrer la déclaration du marchand ou de son agent, voire celle du portefaix qui déplace les marchandises pour leur compte.

Déjà à l'époque, on dénonçait le fait que la généralité ou l'imprécision de ces déclarations entraînait de sérieux problèmes pour une utilisation correcte de ces données, notamment car la destination indiquée pouvait être celle de la dernière (ou première) escale la plus proche plutôt que celle finale, et il en allait de même pour les indications quant à l'origine. Cette gestion représentait un obstacle à une mesure correcte du poids fiscal total et/ou analytique sur les marchandises, et par conséquent aussi à toute analyse générale pour définir des stratégies pour favoriser le commerce vénitien en Europe.

Le cas de la douane du *Fontico*, qui, rappelons-le, regroupait les importations et les exportations des marchands « allemands » qui bénéficiaient d'un régime privilégié, est emblématique : les principales fréquences ne sont pas tellement avec l'Europe du Nord, mais Mestre, Castelli et Cavanella, soit la périphérie de Venise, et, en moindre mesure, les villes de la Terreferme vénitienne ou les gros marchés de la côte adriatique (Ancône, Senigallia) ou encore le Moyen-Orient. Bien que cette douane soit réservée à des personnes bénéficiant d'un statut particulier et pas à des États ni à des places commerciales, il est de toute manière impensable que les trafics en leurs mains se fissent pour l'essentiel avec l'arrière-pays vénitien. Difficile donc, en se limitant à ces seuls volumes, d'avoir un tableau des flux commerciaux³², éparpillés entre autres dans la douane du *Fontico*.

En croisant toutefois les informations analytiques des registres sur les escales avec les quantités agrégées transformées en valeur des *ristretti*, où l'on retrouve une grande aire *Germania* et en testant différentes hypothèses, on peut esquisser des flux qui, tout en étant approximatifs, sont plus proches de la réalité et moins attendus.

Les biens en cuivre offrent un bon exemple, ils connaissent un mouvement spécifique important de et pour l'Europe du Nord. Pour ce qui est du « fil de cuivre » (tableau 1), le produit qui entre est pratiquement inexistant dans la douane du *Fontico*, alors que les *ristretti* permettent de voir de manière correcte que celui-ci arrive exclusivement de l'aire allemande.

31. *Ibid.*, reg. 188, cc. 95v-96v.

32. Voir, pour une description analytique, *ibid.*, reg. 182, cc. 185-190.

TABLEAU I.
Fil de cuivre en quantité (Q) et en valeur (V), en pourcentage, par grandes
aires géographiques
1772-1773 à 1789-1790

	ENTRÉE		SORTIE					
	via Fontico	Germania	État de Venise		Étranger		via Fontico	Germania
	Q	V	Q	V	Q	V	Q	V
1772-1773	0,00	100,00	59,26	59,26	40,74	40,74	0,00	0,00
1773-1774	- *	- *	30,29	30,29	69,71	69,71	0,00	0,00
1774-1775	24,24	100,00	86,18	86,17	13,82	13,83	0,00	0,00
1775-1776	100,00	100,00	56,90	56,90	43,10	43,10	0,00	0,00
1776-1777	1,53	1,53**	38,84	38,82	61,16	61,18	0,00	0,00
1777-1778	0,00	100,00	87,31	87,30	12,69	12,70	0,00	0,00
1778-1779	11,76	100,00	45,24	45,25	54,76	54,75	0,00	0,00
1779-1780	0,00	100,00	72,51	72,51	27,49	27,49	0,00	0,00
1780-1781	0,00	100,00	56,20	56,21	20,30	20,30	23,50	23,49
1781-1782	0,00	0,00**	57,75	100,00***	42,25	0,00***	0,00	0,00
1782-1783	1,20	100,00	89,42	89,42	10,58	10,58	0,00	0,00
1783-1784	0,00	100,00	98,12	98,11	1,88	1,89	0,00	0,00
1784-1785	1,50	100,00	48,71	48,72	51,29	51,28	0,00	0,00
1785-1786	0,00	100,00	37,49	37,49	62,51	62,51	0,00	0,00
1786-1787	0,00	100,00	67,99	67,99	32,01	32,01	0,00	0,00
1787-1788	0,33	100,00	43,63	39,67	56,37	60,33	0,00	0,00
1788-1789	0,00	100,00	61,87	61,87	38,13	38,13	0,00	0,00
1789-1790	0,00	100,00	50,94	50,94	49,06	49,06	0,00	0,00

* pas présent à l'entrée.

** toute la marchandise restante arrive depuis Trieste dans la douane *Stallaggio* et est calculée dans les *ristretti* sous Golfe étranger.

*** le montant qui doit être attribué à Golfe étranger et à Terreferme étrangère (« Ports de l'État pontifical » et « Ferrare ») est ajouté, dans les *ristretti*, à Terreferme sujette (*suddita*).

On pourrait en déduire que, à l'entrée, le commerce du fil de cuivre est monopolisé par des marchands qui ne sont pas allemands, ou qui du moins ne sont pas liés au *Fondaco dei Tedeschi*, alors que pour ce qui est des sorties de ce produit et du cuivre travaillé, autre produit pris ici en considération (tableau 2), marchands et marchés correspondent.

TABLEAU 2.
*Cuivre travaillé, en quantités (Q) et en valeur (V), en pourcentage par douanes
et grande aire de destination
1772-1773 à 1789-1790*

	SORTIE					
	État de Venise		Étranger		via Fontico	Germania
	Q	V	Q	V	Q	V
1772-1773	63,62	63,62	36,21	36,21	0,17	0,17
1773-1774	78,40	78,40	21,33	21,52	0,27	0,08
1774-1775	71,79	71,79	27,15	27,15	1,06	1,06
1775-1776	77,12	77,12	22,70	22,70	0,19	0,19
1776-1777	65,71	65,71	33,97	33,97	0,32	0,32
1777-1778	69,47	69,47	30,55	30,53	0,00	0,00
1778-1779	71,06	71,06	28,89	28,89	0,04	0,04
1779-1780	64,18	64,18	35,72	35,72	0,10	0,10
1780-1781	68,75	68,74	31,13	31,14	0,13	0,13
1781-1782	79,68	79,68	20,32	20,32	0,00	0,00
1782-1783	73,88	73,88	26,12	26,12	0,00	0,00
1783-1784	65,64	65,64	34,25	34,25	0,11	0,11
1784-1785	79,95	79,95	20,02	20,02	0,03	0,03
1785-1786	82,47	82,47	17,53	17,53	0,00	0,00
1786-1787	74,29	74,29	25,71	25,71	0,00	0,00
1787-1788	74,18	74,18	25,82	25,82	0,00	0,00
1788-1789	71,89	71,89	28,11	28,11	0,00	0,00
1789-1790	68,30	68,30	31,45	31,45	0,25	0,25

En comparant les volumes indiqués par les *ristretti* avec les quantités correspondantes par localité dans les registres des quantités, il est ainsi possible de repérer les localités qui ont après été agrégées dans la grande aire *Germania*. À l'entrée et à la sortie, Trieste et le littoral autrichien sont assez fréquemment indiqués, mais l'attribution n'est pas automatique car ces mêmes localités sont parfois aussi agrégées dans la grande région « Golfe ». La situation est donc fluctuante, souvent cohérente par rapport à ce qui est enregistré par la douane du *Fontico*, mais présente parfois des écarts remarquables.

Par exemple, pour le fil de cuivre (tableau 1) l'entrée du *Fontico* est enregistrée sous Mestre, alors que le reste arrive via Trieste dans la douane de *Stallaggio*. Mais surtout, en 1781-1782, lorsque le *Fontico* n'indique aucun commerce ni en quantité ni en valeur dans le *Fontico/Germania*, il en entre quand même, mais enregistré, toujours *via* Trieste, dans le *Stallaggio/Golfe étranger* ; il en arrive aussi depuis le Golfe sujet (*suddito*) et depuis la Terreferme, étrangère aussi bien que

sujette, mais sans passer par la douane de *Terra*, mais par le *Stallaggio*, car introduit par voie de mer ; alors qu'en 1774-1775 les faibles quantités passent toutes par Mestre, dont dans *Fonticol Germania*, confirmant ainsi que ces flux échappent à toute classification rigide³³.

La présence, au sein de la douane du *Fontico*, de destinations internes à l'État de Venise et attribuées après au marché allemand est un indice probant du fait que ces localités représentent uniquement une étape intermédiaire – une information importante pour comprendre les circuits commerciaux suivis par les marchandises.

Le cas du café (tableaux 3 et 4) démontre clairement qu'il est impossible qu'un produit destiné à un milieu restreint de consommateurs, assez aisés et prioritairement citadins, ait pu être consommé dans des quantités si massives dans des localités de la Terreferme d'à peine quelques milliers d'habitants³⁴.

TABLEAU 3.
Exportation par décennie du café vers le marché intérieur*
1769-1770 à 1799
(quantités converties en kilogrammes)

destinations		1769-1770 à 1778-1779		1779-1780 à 1788-1789		1789-1790 à 1799	
		sortie ordinaire	via Fontico	sortie ordinaire	via Fontico	sortie ordinaire	via Fontico
Consommation de Venise et stocks		1 137 719,8		1 142 018,4		1 338 811,6	
Terreferme	Vicence	173 915,7	-	164 985,8	10,2	231 290,7	14 384,6
	Padoue	147 425,6	6 836,4	139 873,1	37,7	280 873,5	16 533,3
	Brescia	146 016,7	285,0	136 185,5	-	144 141,9	3 602,1
	Bergame	97 802,5	257,6	90 092,2	15,1	59 582,4	1 229,0
	Vérone	97 482,5	74,1	80 303,4	81,3	105 524,5	11 284,4
	Trévise	96 232,4	52,7	118 849,1	3,0	173 912,7	9 347,8
	Udine	60 948,8	3,3	76 793,8	-	120 840,2	1 853,8
	Bassano	36 690,7	115,4	37 536,6	-	56 18	1 734,8
	Este	17 689,1	-	13 417,7	-	18 098,8	1 330,8
	Pordenone	13 119,2	-	13 140,9	-	17 616,5	198,8
	Portogruaro	12 576,1	270,5	12 441,4	7,5	20 493,9	1 838,1

33. ASVe, *5SM, Regg.*, regg. 14, c. 202, 18, c. 8, 53, c. 202, 57, c. 8 ; 24, c. 202, 29, c. 8.

34. Comme on peut le constater à partir des recensements de l'époque : ASVe, *Deputati e aggiunti alla provvisione del denaro pubblico*, regg. 200-210 bis, Daniele Beltrami, *Storia della popolazione di Venezia dalla fine del secolo XVI alla caduta della Repubblica*, Padoue, Cedam, 1954, p. 63-77. Massimo Costantini en déduit un bassin d'utilisateurs correspondant à une population aisée (un tiers environ du total) avec une consommation moyenne annuelle d'un kilogramme et demi de café, mais il préfère s'abstenir de tout calcul hasardeux sur la Terreferme : Massimo Costantini, « Venezia capitale del caffè », art. cit., p. 41-43.

	Rovigo	11 330,8	-	14 229,8	7,5	31 859,9	4 784,4
	Mestre	11 092,2	10 262,3	12 568,2	7 520,8	22 939,3	1 876,7
	Salò	11 052,7	-	12 777,3	-	12 993,0	190,1
	Castelfranco	9 317,6	-	10 353,0	-	18 098,2	38,9
	Chioggia	9 182,4	-	14 439,8	-	11 707,6	597,6
	Polésine	8 766,7	-	7 900,1	-	16 549,0	357,9
	Montagnana	6 934,0	-	7 318,7	-	11 630,2	168,4
	Legnago	6 795,1	-	8 946,8	-	15 818,5	333,8
	Feltre	6 592,4	-	3 334,3	3,3	9 703,5	422,0
	Monselice	5 887,8	-	3 839,8	-	6 461,4	209,4
	Conegliano	5 653,8	-	6 146,6	-	10 408,1	502,2
	Cologna	5 505,9	-	4 382,6	-	7 602,7	2,4
	Pieve di Sacco	4 270,2	-	5 121,5	-	6 244,5	124,4
	Crema	3 065,9	-	3 641,3	-	1 379,0	8,1
	Adria	2 690,3	-	3 712,1	-	5 135,1	54,5
	Serravalle	2 558,0	-	2 552,0	-	3 689,5	195,8
	Portobuffolè	1 695,0	-	2 309,8	-	3 137,9	66,3
	Frioul	1 477,5	-	622,3	-	435,0	-
	Cavarzere	1 195,3	-	-	-	313,0	-
	Pontevigo	1 136,8	-	1 337,8	-	1 340,2	-
	Bellune	897,1	-	574,1	-	4 227,2	56,0
	Cavaso	446,1	-	688,6	-	1 030,5	34,6
	Toscolano	306,0	-	1 025,7	-	779,9	-
	Cividale del Friuli	293,1	-	454,9	-	2 931,9	-
	Po	150,6	-	24,7	-	45,2	-
	Valcamonica	81,9	-	161,2	-	14,2	-
	Gemona	45,8	-	-	-	-	-
	Palma	-	-	5 449,3	-	6 148,4	261,5
Golfe	Istrie	46 778,0	-	22 547,4	-	21 120,4	130,4
	Spalato (Split)	41 522,4	-	25 062,3	-	12 174,8	323,5
	Dalmatie	12 579,7	-	2 558,6	-	5 230,9	382,6
	Albanie vénitienne	37,7	-	-	-	30,1	-
	Castelnuovo (Herceg Novi)	-	-	16,6	-	-	-
Levant	Corfou	3 517,8	-	1 553,7	-	2 862,3	219,9
	Îles du Levant	813,3	-	408,5	-	590,7	-

* à partir de 1795 les cafés du Levant et du Ponant ont été additionnés pour rendre les données comparables.

Aux données quasi constantes (mais les discordances occasionnelles sont significatives) pour l'État et pour les territoires allemands que l'on peut déduire, pour les deux premières décennies seulement, à partir des totaux des deux différentes agrégations offertes par les bilans (voir graphiques 1.b et 4.b), il est nécessaire de rapprocher une analyse fondée sur les déclarations des destinations finales de l'État (tableau 3), et de comparer la consommation respective que l'on peut en déduire dans ces lieux et à Venise (estimée à 80 % de quantités restantes) avec les bassins d'usagers potentiels, qu'il faut élargir toutefois pour la Dominante aussi à une population non résidente considérable (tableau 4).

La hausse du trafic du *Fontico* dans la dernière décennie en ressort clairement, (elle est exponentielle dans les toutes dernières années, lors de la domination autrichienne), elle est plus réduite sur les places autrichiennes (tableau 4, voir aussi graphiques 1.b, 4.b).

TABLEAU 4.
Exportation et consommation de café par grandes aires géographiques*
1769-1770 à 1799
(quantités converties en kilogrammes)

	Consommation de Venise et stocks	État de Venise	Étranger	via Fontico
1769-1770	76 772	90 776	6 688	1 744
1770-1771	115 445	107 413	22 320	1 653
1771-1772	226 909	121 147	11 303	984
1772-1773	141 712	117 268	9 776	1 211
1773-1774	217 439	109 621	9 856	1 627
1774-1775	36 689	114 830	14 631	2 010
1775-1776	29 851	123 130	12 600	1 561
1776-1777	-19 206	91 627	9 180	912
1777-1778	168 707	120 279	8 804	722
1778-1779	143 401	134 124	10 212	1 055
1779-1780	79 128	142 685	11 993	935
1780-1781	-18 738	134 762	12 155	1 185
1781-1782	19 676	109 215	9 411	782
1782-1783	158 484	97 780	5 268	471
1783-1784	259 145	124 921	10 584	3 978
1784-1785	153 591	115 687	10 293	921
1785-1786	-10 816	108 978	8 285	770
1786-1787	128 860	132 932	10 187	1 096
1787-1788	139 647	123 937	7 849	695
1788-1789	233 042	155 913	8 404	1 562
1789-1790	267 909	158 131	6 072	1 949

1790-1791	80 388	174 537	10 124	1 858
1791-1792	86 118	154 354	6 904	2 472
1792-1793	237 424	171 999	6 920	3 242
1793-1794	124 181	163 828	7 101	1 816
1795	-22 562	134 639	11 392	720
1796	165 597	141 183	3 612	1 395
1797	33 143	109 588	4 249	4 442
1798	26 951	115 783	17 981	21 865
1799	118 314	2 881	33	49 674

* à partir de 1795 les cafés du Levant et du Ponant ont été additionnés pour rendre les données comparables.

D'autres critiques, souvent répétées dans les relations des magistrats et députés au commerce sur le commerce vénitien, concernaient les principales douanes de Terreferme, présentées comme concurrentielles à celles de Venise en tant que marché non seulement régional, car elles attiraient à leur avis de manière indue des marchandises, via Chioggia, Vérone et d'autres terminaux dans les aires frontalières de mer et de terre, dessinant ainsi des parcours moins directs mais de toute évidence plus intéressants du point de vue commercial par rapport à l'offre vénitienne.

Dans ce cas aussi, la nécessité du croisement de cette source avec les données issues d'autres douanes de l'État ou avec des sources externes est confirmée.

Le prix

L'unité de référence est toujours la marchandise individuelle, de laquelle toutefois, à partir de 1736, on prend en compte aussi la valeur, c'est-à-dire son prix, calculé jusqu'en 1790 en *ducato di piazza*³⁵, et puis en lires vénitiennes. Pour calculer la valeur réelle du mouvement commercial, il est donc fondamental d'identifier correctement le taux de change employé à l'époque.

Comme il est impossible, dans le cadre du présent article, de décrire la complexité du mécanisme monétaire vénitien, on se limitera à quelques indications favorisant la compréhension des aspects qui sont traités ici.

Le *ducato* est l'unité de compte de référence dans les transactions, même si celles-ci peuvent dans la pratique être effectuées aussi dans d'autres monnaies locales ou étrangères (par ex. pour les transactions internes mineures, on utilise la *lira* (lire)). Au XVIII^e siècle, le *ducato* pour des règlements de moyenne importance est désormais le *ducato* en argent, dans la frappe de 1665, mais suite aux dévaluations continues, il y a un double cours officiel dans le rapport entre *ducato* et lire : le *ducato* demeure désormais compté à un taux fixe de 6 lires 4 sous s'il s'agit de la *moneta corta* (« monnaie courte »), appelée aussi *valuta alla parte*

35. Comme déclaré à la fin des *ristretti* (voir figure 4).

ou *corrente*, utilisée pour les paiements de l'État et la comptabilité publique³⁶, mais aussi dans certaines transactions entre particuliers, alors que la *moneta lunga* (« monnaie longue », appelée aussi *valuta di piazza* ou *buona valuta*, employée pour les règlements entre particulier) est variable, mais stabilisée en 1733 au taux de 8 livres.

Dans le cas des marchandises aux douanes, le droit dû devait être, d'après les tarifs, en *ducatti* de *valuta corrente*, alors qu'il semblerait que le prix ait été exprimé en *valuta di piazza*. Or, quand on lit les relations présentées au Sénat par les magistrats compétents, les rapprochements entre marchandises et droits sont fait sans recalculer le change, ce qui laisse penser que la transformation de la monnaie *lunga* en monnaie *corta* ait été faite avant l'enregistrement dans les bilans.

Le problème était considérable car, comme nous l'avons rappelé plus haut, à partir de 1795 le rapport entre quantité et prix est indiqué dans les registres analytiques à la marge de la page consacrée à chaque marchandise, mais il est désormais exprimé en livres/sous, et plus en *ducatti/grossi*. Comme c'est seulement à ce moment, à l'occasion probablement de la réforme des tarifs, que le prix de référence des marchandises, bloqué aux valeurs moyennes calculées vers 1738³⁷, a été réévalué et mis à jour, une conversion erronée des devises peut entraîner une sur- ou une sous-évaluation de la dynamique des prix entre le milieu et la fin du siècle de 25-30 %.

Si l'on prend l'exemple du café, le prix de référence qu'on peut calculer pour 100 livres *sottili* (soit un peu plus de 30 kilogrammes) est jusqu'en 1789 de 33 *ducatti* 12 *grossi*, soit 207 livres 14 sous au change en *moneta corta*, ou 268 livres en *moneta lunga*; cinq années plus tard, à la même quantité est attribuée une valeur nettement plus élevée: 376 livres 8 sous pour le café du Ponant, voire 480 livres s'il est du Levant.

L'analyse des deux produits de cuivre enregistrés pendant 30 ans est encore plus éclairante: 100 livres *grosse* (47,7 kilogrammes) de fil de cuivre sont déclarées valoir, au moins depuis 1769, 51 *ducatti* 9 *grossi*, soit l'équivalent de 318 livres 10 sous en *moneta corta* ou 411 livres 19 sous en *moneta lunga*, et en 1795 elles valent 319 livres 6 sous. La même quantité de *ramina* (scories de cuivre) était évaluée à un demi-*ducato*, soit 3 livres 2 sous en *moneta corta*, 4 livres en *moneta lunga*, mais de nouveau 3 livres 2 sous en 1795: pour ces deux produits, donc, on pourrait conclure à une stagnation totale des prix sur la longue durée si la monnaie de référence était la monnaie *corrente*, qui était normalement appliquée à la comptabilité publique, et pas celle *di piazza*.

Campos n'applique pas la nouvelle évaluation des marchandises en livres à partir de 1795 et multiplie les quantités de chaque marchandise par le prix en *ducatti* des années précédentes, pour déduire ensuite du résultat les totaux des entrées et de sorties pour les quatre douanes. La valeur qu'il a attribuée aux nou-

36. Ceci dans le cas général, car concrètement il existait des situations mixtes, ASVe, SR, liasse 207, 27 septembre 1726 joint au décret du 28 septembre, cité par Angelo Ventura, « Il problema storico dei bilanci generali della Repubblica veneta », dans *id.* (dir.), *Bilanci dal 1756 al 1783 (Bilanci generali della Repubblica di Venezia, IV)*, Padoue, Tipografia Antoniana, 1972, p. LIX, note 9.

37. ASVe, SR, liasse 260, 26 mai 1742 joint au décret du 30 mai.

veaux types de marchandises qui ont été ajoutées en cette année n'est toutefois pas claire³⁸.

Par ailleurs, avec des critères similaires, il hasarde une projection de 1734 à 1800 pour l'ensemble du mouvement commercial, attribuant, là où les données manquent, une valeur moyenne constante aux marchandises exclues des douanes. Il n'est pas certain que cela soit dû au fait que l'auteur limite l'analyse et ses élaborations uniquement aux valeurs par aire géographique, les dissociant des quantités respectives, ou s'il ignore délibérément le problème en maintenant l'ancienne méthode du prix virtuel. Malheureusement, ce préjugé s'est enraciné dans la littérature successive³⁹.

Le croisement systématique des données des bilans avec les *ristretti* sur un temps longs a permis de vérifier que le prix unitaire est resté absolument constant entre 1769 et 1789 et ce, pour toutes les marchandises, et cela bien qu'en 1760, après avoir dénoncé aux *Savi alla Mercanzia* que les valeurs de référence étaient encore celles fixées en 1736, le Sénat ait ordonné une mise à jour des prix de référence, à réitérer à chaque année⁴⁰. En 1767, le surintendant de la comptabilité déclarait toutefois que parmi les corporations de métier vénitiennes et les recteurs de Terreferme, un seul (celui de Trévise) avait répondu à la requête d'informations, et rien d'autre ne fut communiqué sur les registres des prix, ni à ce moment-là, ni par la suite, de sorte que la requête de vérification sur l'évolution des prix semble avoir été totalement oubliée, et escamotée dans celle, toujours d'actualité, du mouvement de prix par rapport à l'année précédente⁴¹.

Bien qu'il ne s'agisse pas de décennies de forte instabilité des marchés, l'hypothèse d'une stagnation générale en ces vingt ans est sans doute excessive.

Par ailleurs, les prix calculés à partir des bilans des décennies 1770 et 1780 sont identiques à ceux qu'on peut tirer des *estratti* (relevés, ou bilans plus synthétiques, qui se limitent uniquement aux totaux), du moins à en juger par un échantillon réalisé en 1764⁴², dans la phase d'élaboration du modèle des nouveaux bilans commerciaux analytiques⁴³; mais ils correspondent parfaitement (du moins pour cette liste nourrie de marchandises de l'échantillon) aussi aux prix « moyens » élaborés

38. Giordano Campos, « Il commercio esterno veneziano... », art. cit., p. 151, 153-155.

39. Des doutes sur la cohérence et la correspondance avec les valeurs réelles ont été exprimés par les auteurs qui ont utilisé cette source en la comparant à d'autres : Francesca Trivellato, *Fondamenta dei vetrai...*, op. cit., p. 229 sq.

40. Le document se trouve désormais sous la cote ASVe, SR, liasse 303, 30 mai 1760. Caracausi, en reprenant la cote archivistique désormais périmée de l'époque de Campos – la 335 – ajoute de la confusion ultérieure car il l'attribue de surcroît à la série *Terra*, où cette cote correspond au xvii^e siècle, Andrea Caracausi, « The Republic... », art. cit., p. 8.

41. ASVe, 5SM, reg. 190, cc. 230v-232v.

42. *Ibid.*, reg. 192, cc. 4-6.

43. Giordano Campos, en se limitant au seul décret du Sénat du 30 mai 1760, fixe ainsi en 1760 le début du processus de compilation des bilans, mais la requête est en réalité présentée à plusieurs reprises déjà dans les années 1740-1750, et elle est suivie par les premières tentatives d'extraction des données. L'impulsion vient du constat d'absences significatives dans les caisses et dans les archives de la douane *Stallaggio*, et l'on procède par conséquent à la reconstitution des registres manquants et à une réforme générale du système de gestion et de contrôle comptable : ASVe, SR, liasse 303, Giordano Campos, « Il commercio esterno veneziano... », art. cit., p. 145.

sur les déclarations des marchands en 1738, pendant la phase de vérification après l'application du tarif de 1736.

Cette révision du tarif naissait de l'exigence de rééquilibrer le rapport entre valeur de la marchandise et droit payé, mais en comparant les données, ce qu'il est possible de faire grâce aux 24 volumes de bilans analytiques rédigés dans les années immédiatement avant et après la réforme, on constata un écart soudain par rapport aux prévisions qui envisageaient une réduction du poids de la taxation et une relance du commerce.

Ce constat avait été suivi immédiatement par une enquête auprès du personnel comptable, et il en était ressorti que l'impôt n'avait pas été calculé en pourcentage sur la valeur réelle de la marchandise, mais à partir de son estimation dans l'ancien tarif, qui était bien inférieure, ce qui entraînait une perte pour le fisc. Ainsi, dans la phase préparatoire des bilans on avait procédé, après avoir sondé les marchands, les courtiers et les boutiquiers locaux et étrangers de la place, à l'élaboration d'une valeur moyenne des marchandises qu'on avait appliquée aux nouveaux calculs, créant ainsi une dyscrasie entre les deux bilans, celui «des rentes» et celui «du capital»⁴⁴.

Les prix moyens définis par les marchands à la fin des années 1730 correspondent donc parfaitement à ceux des *ristretti* de 1772-1789. Le fait qu'en 1740 on ait joint à la relation finale aussi une liste démontrant l'écart par rapport à l'évaluation précédente permet de dater cette fixation des prix.

L'analyse critique du prix de la marchandise est exposée par les *Savi alla mercanzia* eux-mêmes en 1760, lorsqu'ils affirment que les modalités qui ont présidé à la formation des registres des prix ont introduit des valeurs incongrues; il arrive même pour certains produits que les données soient véritablement déformées: par fraude ou par inadvertance, on applique les poids «gros» et pas le «subtil», et l'on n'évalue pas le phénomène de la contrebande, ni les pertes en mer, grossies par les guerres, ni encore les faillites.

Les valeurs indiquées par les marchands, en outre, indiqueraient, selon une pratique qui avait déjà été adoptée en 1698, le prix net de la marchandise («sans le coût des droits, sans le profit marchand, sans les dépenses»)⁴⁵, et la définition même d'un «prix moyen» est une pure fiction, déconnectée du «vrai prix» de la marchandise qui ne peut pas être défini de manière fixe, puisqu'il dépend de plusieurs facteurs, dont l'évolution incertaine des marchés en raison des conflits militaires ou économiques, le fait que les transactions ne s'effectuent pas dans une

44. ASVe, SR, liasse 253, mars 1740 joint au décret du 23 avril. Avant les années 1730, les synthèses relatives à la valeur sont des bilans des «rentes», c'est-à-dire des revenus fiscaux (*delle rendite*) et pas des valeurs commerciales (bilan *del capitale*). Cette distinction fondamentale est ignorée par Andrea Caracausi, «The Republic...», art. cit., p. 7-8. Giordano Campos appelle justement, dans le titre de son article, cette documentation «statistiques officielles», et pas «bilan des douanes», Giordano Campos, «Il commercio esterno veneziano...», art. cit.

45. Le coût net semble avoir été utilisé comme critère ailleurs aussi: dans l'État de Milan, «the prices were the average prices of the last 10 years, generally "at the borders of the State" ("the selling price without the taxes and the gain of the merchant"; 1/3 or the half of the selling prices)», Giovanna Tonelli, «State of Milan», section dans Andrea Caracausi, Klemens Kaps et Giovanna Tonelli, «18th Century...», art. cit., p. 6.

seule monnaie, et qu'elles sont par conséquent affectées par les cours de changes, l'instabilité du rapport or/argent qui affecte à son tour le marché des monnaies, sans compter la non-prise en compte de la contrebande et le fait, enfin, que dans certains cas les transactions ne s'effectuent pas en monnaie mais par troc de marchandises, voire en échange de prestations de services. De plus, les valeurs indiquées ne correspondent pas au vrai prix car elles ne comprennent pas les prix de transport, d'assurance, les charges des droits publics sur les sorties, le coût de chargement, déchargement, entreposage, le profit marchand et celui du courtier, et ne prennent pas en compte les différents prix d'achat ou de vente ou le fait que le produit soit arrivé par voie de mer ou de terre, ni son lieu d'origine⁴⁶.

Dans les relations conclusives des *Savi alla mercanzia*, on soulignait une fois de plus la principale critique à la méthode de saisie : il ne s'agissait pas de véritables bilans, mais de bilans imparfaits qui ne saisissaient pas le total, car ils excluaient une portion considérable des marchandises, frappées par d'autres droits, ou exemptées ; impossible de comparer l'entrée avec la sortie, car les douanes ne portaient pas sur les mêmes produits (par exemple, l'huile, les bois, etc. ne figurent pas, les manufactures privilégiées ne sont pas saisies à la sortie, certaines marchandises ne sont traitées qu'en transit et deviennent donc, de ce fait, invisibles) ; des produits achetés et réexportés par la suite ne sont pas calculés dans leur vraie valeur, et il n'est même pas possible de mesurer le mouvement pour un article précis.

Ce prix, donc, qui ne saurait correspondre au prix du marché sur une période de soixante années, n'est qu'un prix « virtuel » decontextualisé, une pure fiction comptable, et précisément en raison de cette acception statique, il a été fortement contesté dans les discours, mais tacitement institutionnalisé dans la pratique. Mais il peut représenter dans le temps long l'unité comptable effective pour les marchandises⁴⁷.

En reprenant l'exemple des produits de cuivre (graphique 5), la comparaison entre les quantités et la valeur facilite l'analyse et met mieux en évidence le différent poids des différents produits.

46. ASVe, 5SM, reg. 188, cc. 95v-126.

47. On comprend ainsi mieux que la proposition avancée d'intégrer les valeurs manquantes avec les « listes de prix publiées à Venise » soit incongrue et erronée (Andrea Caracausi, « Foreign... », art. cit., p. 3) : à Venise il n'y a pas de listes complètes et il est fort douteux qu'on puisse parvenir à collecter des listes de prix pour un nombre si élevé de produits. Sur la difficulté d'identifier le vrai prix du marché et sur la sous-estimation des bilans, voir le cas de la cendre : un texte de la corporation des verriers de Murano indique un prix, entre 1770 et 1778, de la cendre de Sicile compris entre 32 et 38 *ducats* pour 1 000 livres, qui passe en 1778-1779 à 40-48 *ducats*, alors qu'une autre source le fait augmenter de 30 *ducats* 12 *grossi* en 1771 à 77 *ducats* 12 *grossi* en 1780 ; dans les bilans, le prix de la cendre de soude est estimé à 38 *ducats* (Francesca Trivellato, *Fondamenta dei vetrai...*, op. cit., p. 212) ; ces 38 *ducats* correspondent toutefois à la valeur déclarée successivement, dans les années 1795-1800, en convertissant, au change de la *valuta corrente*, ce qui est indiqué là en lires, ce qui est donc bien inférieur aux témoignages d'autres sources pour la même période, alors que pour les années 1772-1789, le croisement des totaux en quantité et en valeur pour « cendre pour savon et verres » donne un prix de seulement 26 *ducats*.

GRAPHIQUES 5.a-b

Total des produits en cuivre à la sortie, en volumes (livres grosse) et valeur (ducati)*, 1769-1770 à 1793-1794

* pour les années où les ristretti n'ont pas été rédigés, la valeur a été calculée en multipliant la quantité par le prix « virtuel » qui est constant dans le temps.

Le nouveau tarif modifie les typologies de marchandises et en introduit de nouvelles (graphiques 5.c-d), le calcul des prix dans ces cinq dernières années se fait par ailleurs en liras vénitiennes, avec des hausses non homogènes par rapport aux prix précédents (en *ducati*) qui empêchent de procéder à des équivalences directes, bien que le rapport entre quantités et valeurs en pourcentage permette de faire de toute manière des comparaisons.

GRAPHIQUES 5.c-d

Total des produits en cuivre à la sortie, en volumes (livres grosse) et valeur (liras) 1795 à 1799

Une fois acquise l'information quant à la constance du prix « virtuel » qu'on a appliqué aux marchandises, s'il est certain que l'étude de l'évolution des prix

par cette seule source s'avère impossible, nous avons en échange la possibilité, du moins lorsque le produit est resté constant ou inséré dans un ensemble homogène tout au long de la période, d'exploiter pleinement cette fiction pour agréger et désagréger la masse des données, en appliquant la valeur aussi aux années pour lesquelles les *ristretti* font défaut, ou lorsque les typologies changent.

Conclusions

Les exemples qui ont été présentés ici ne constituent que des élaborations rudimentaires par rapport aux énormes potentialités de la base de données de cette source, mais la situation archaïque dans laquelle elle se trouve à présent ne permet pas beaucoup plus. L'analyse plus proprement historique sur la formation des bilans commerciaux, qui a souffert ici d'une forte contraction en raison des limites d'espace, mériterait par ailleurs une étude à elle seule.

Le but de cet article était, outre que de faire connaître l'existence de ce travail inachevé avant de pouvoir être mis à la disposition de la communauté scientifique, d'offrir au moins une information correcte sur la source et sur ses potentialités réelles, qui ne correspondent pas à l'image que nous a léguée Giordano Campos.

La perspective, pour ceux qui envisagent d'utiliser cette source, ne doit pas, et ne peut pas, être limitée à l'horizon borné des bilans commerciaux, ni à l'acquisition immédiate de données prétendues objectives, car l'image qu'on en tirerait alors serait fortement déformée.

Pour une lecture correcte, il est tout d'abord indispensable de comparer et fusionner les informations des deux sections⁴⁸. En prévision de la publication d'une base de données, la comparaison entre les totaux partiels et généraux en quantité et en valeur permet de repérer un plus grand nombre d'erreurs de calcul, et aide parfois aussi à trancher lorsqu'il y subsiste des doutes dans la transcription, afin d'aboutir ainsi à des données corrigées. Par ailleurs, comme dans l'analyse des flux de commerce et des marchés, une acquisition pure et simple des données fournies par les registres des quantités peut amener à des évaluations erronées, la comparaison entre les deux systèmes d'agrégation des données permet de mieux saisir les différentes localités ou au moins de mieux percevoir la conformité entre les informations fournies par la source et la réalité.

Enfin, si une fois calculé le prix de chaque article grâce à la comparaison avec les *ristretti*, les volumes des quantités représentent aujourd'hui la source qui présente le plus grand intérêt et usage pour la recherche, par la masse de données qu'ils offrent de manière analytique, il convient de ne pas oublier que la classe dirigeante vénitienne de l'époque, aussi bien en tant qu'appareil administratif que comme gouvernement, a par contre fondé ses comportements et ses choix de programmation économique et financière et défini ses stratégies commerciales

48. De plus, des erreurs matérielles de calcul ou de transcription dans les totaux partiels et des anomalies entre ce qui est indiqué en valeur et en quantité (qui se répercutent sur les données qui suivent) nécessiteraient un travail de croisement pour en trouver l'origine et en proposer des corrections critiques, qui jusqu'à présent n'ont pas été apportées par ceux qui ont utilisé la source.

en priorité à partir de ce qu'elle pouvait tirer des *ristretti*. L'analyse de la formation graduelle et de la modification de cet instrument complexe (*estratti*, registres analytiques, *ristretti*) peut donc nous aider à comprendre comment la manière de raisonner des gouvernants s'est progressivement transformée lorsqu'elle affronte les problématiques relatives au commerce et à la production. Ce développement est tout aussi important pour saisir l'évolution au cours du XVIII^e siècle de la gestion administrative et comptable vénitienne, dans une interaction entre demande des hommes politiques et élaboration d'instruments d'analyse.

Au-delà de ces aspects essentiels, il est tout aussi souhaitable d'intégrer les données issues de ces deux sections avec les informations tirées d'autres sources produites localement (selon une méthodologie suggérée par ailleurs déjà au XVIII^e siècle) et de les comparer aussi avec des sources extérieures à la ville de Venise, pour mesurer à sa juste valeur ce que celle-ci enregistrait.

En amont toutefois d'une quelconque analyse il faut accepter que la finalité de ces enregistrements ne fut pas uniquement comptable – l'administration en produisait d'autres dans ce but, et leur confection intervient par ailleurs bien trop tard pour qu'elles puissent constituer l'instrument d'un contrôle de gestion. Tout comme les bilans généraux et les recensements (*anagrafi*) de l'État à cette même époque, et les enquêtes de l'*Inquisitorato alle arti*⁴⁹, ils sont conçus pour satisfaire une nouvelle exigence du gouvernement vénitien, pour acquérir des informations fondées sur des analyses de type statistique afin d'élaborer ses propres directives de politique économique et financière⁵⁰.

Certains indicateurs purement virtuels pouvaient alors être acceptés sans conditions si l'objectif était de pouvoir immédiatement faire des projections sur la moyenne-longue durée, limitant à quelques cas particuliers les analyses sur des données plus conformes aux valeurs réelles. Le problème surgit, hier comme aujourd'hui, lorsque la donnée virtuelle, decontextualisée, est en revanche lue de manière acritique et appliquée telle quelle à la représentation du réel.

La tension continuelle entre les choix inspirés des logiques mercantilistes et libérales se retrouve pareillement dans le débat public comme entre les magistrats partisans de différents projets : les mêmes noms se retrouvent alors dans les diverses instances avec une circulation impressionnante⁵¹, ce qui témoigne d'un

49. Dans le cadre d'une action réformatrice générale, pour stimuler les activités productives et commerciales vénitiennes, on créa en 1751 le bureau de l'*Inquisitore sopra la regolazione delle arti* (soit un bureau de contrôle des corporations de métier), institution d'abord extraordinaire et rendue permanente à partir de 1777. Cet *Inquisitore* menait à bien de larges enquêtes analytiques sur ce secteur et, par une activité avant tout de consultation mais néanmoins influente, proposa une réforme des corporations visant à leur ouverture graduelle. Pour accélérer cette intervention, on créa en 1773 aussi une députation extraordinaire avec une plus grande autorité de décision.

50. Angelo Ventura, « Il problema storico... », art. cit., p. XXIII, XLV.

51. Le système républicain vénitien prévoyait une gouvernance politique et administrative gérée de manière collective par les hommes majeurs du patriciat. Pour prévenir une possible dégénérescence oligarchique, la chose publique avait été fragmentée dans une pluralité de bureaux, avec des compétences réduites, voire partiellement chevauchantes, dont la direction politique revenait à des organismes collégiaux composés par des membres du patriciat vénitien en constant turnover, qualifiés, mais pas professionnels, aidés par contre par des fonctionnaires compétents fixes, qui appartenaient au groupe des « citoyens d'origine ».

projet de construction d'un instrument commun complexe pour représenter la réalité de l'État vénitien dans sa totalité⁵².

Mais leur demande était, justement, politique, et le produit final ne pouvait qu'être confectionné à leur mesure.

Traduction de Silvia Marzagalli

FIGURE 1.
*Mouvement commercial du café en 1770-1771, en quantité,
comparé à celui de l'année précédente*

The image shows a two-page spread of a historical ledger. The left page has a header 'Caffè' and 'Uscita Fontico'. The right page has a header 'Caffè' and 'Uscita Fontico'. Both pages contain multiple columns of handwritten text and numbers, organized in a structured manner typical of 18th-century accounting records. The handwriting is in cursive, and the ink is dark. The paper appears aged and slightly discolored.

Les données sont insérées dans la page selon un schéma préétabli, mais il peut arriver que l'espace prévu soit insuffisant. Dans ce cas, on utilise les espaces libres : la sortie ordinaire sujette (*suddita*) occupe ici tout l'espace, donc la sortie ordinaire des États étrangers a été placée sous la sortie *Fontico*, mais comme l'espace était insuffisant, on a calculé un total partiel qu'on a rapporté en haut de la suite, qui a été placée sous l'entrée *Fontico*. On a calculé ensuite le sous-total relatif, après on a reporté le sous-total de la sortie ordinaire sujette, pour aboutir ainsi au total global de la sortie ordinaire.

Archivio di Stato di Venezia, *Cinque Savi alla Mercanzia, Registri*, reg. I, c. 68.

52. Angelo Ventura, « Il problema storico... », art. cit., p. LXIX-LXX, LXXVII ; Andrea Zannini, *Il sistema di revisione contabile della Serenissima*, Venice, Marsilio, 1994, p. 158-162 ; *id.*, « La finanza pubblica : bilanci, fisco, moneta e debito pubblico », dans *Storia di Venezia*, vol. VIII, *op. cit.*, p. 449-453.

FIGURE 3.
Première page du ristretto de 1776-1777 :
 ristretto analytique « du capital du commerce »